

Jean-Marie Vincent

Sociologue, université de Paris-VIII

Les conditions de possibilité
d'une sociologie critique

Avant de s'interroger sur les possibilités d'une sociologie critique, il importe d'abord de se demander ce que l'on fait quand on fait de la sociologie. Pour se présenter avec un certain degré d'évidence, les pratiques de la sociologie ne sont néanmoins pas détachées ou indépendantes de ce qu'elles prétendent connaître. À partir de quelques observations limitées, on peut faire les constatations suivantes :

- * – *Première constatation* : la sociologie commence à faire partie de la vie de tous les jours. Des sociologues interviennent dans la presse, à la radio, à la télévision comme commentateurs des problèmes dits de société. On leur demande souvent de se faire experts : ils sont ceux qui savent ou doivent se comporter comme ceux qui savent quelque chose sur des questions qui concernent de nombreux individus et groupes sociaux. Ils deviennent les conseillers du prince, mais aussi des intervenants auprès de couches de la société qui se sentent désemparées devant ce qui leur arrive.
- * – *Deuxième constatation* : les sociologues sont confrontés à des commandes sociales croissantes portant sur des sujets de plus en plus variés bien au-delà des thèmes classiques (travail, développements urbains). On fait des enquêtes sur la consommation, sur la sexualité, sur les psychotropes, etc.
- * – *Troisième constatation* : la sociologie, le plus souvent sous une forme vulgarisée, entre dans le bagage, l'arrière-plan culturel d'une grande partie de la société. La sociologie, comme auparavant les sciences physiques et la technologie, s'intègre dans le complexe du « désenchantement du monde », elle bouscule la tradition en désacralisant toute une série de comportements, en écartant notamment les explications extra-sociales, magiques ou religieuses du social. En même temps, elle produit de l'ambivalence, voire une nouvelle sorcellerie, en renvoyant souvent aux acteurs une image négative d'eux-mêmes, en les persuadant de leur relative impuissance face aux experts et thérapeutes des pathologies sociales.

* – *Quatrième constatation* : les sociologues, en tant que partie prenante d'une profession organisée, sont entraînés dans des jeux sociaux complexes (notamment en raison de leurs relations avec les médias, les commandes venant de l'économie, les institutions étatiques et para-étatiques de gestion de la recherche). L'*establishment* académique lui-même n'est plus dans une tour d'ivoire : il doit s'impliquer dans des mêlées quelque peu obscures, mais aux incidences importantes. Soumis, en outre, à des procédures d'évaluation explicites ou masquées qu'ils ne maîtrisent pas, les sociologues deviennent les protagonistes plus ou moins volontaires de joutes et de débats sur les façons d'aborder et même de formuler les enjeux sociaux. On peut prendre à titre d'exemple les confrontations rien moins qu'amènes à propos des jugements à porter sur les grandes grèves de 1995 en France : mouvement social contre la « marchandisation » ou réaction archaïque et corporatiste contre les politiques de modernisation.

À l'évidence, on ne peut en rester à ces constatations empiriques, immédiates ; il faut les insérer dans des problématiques rigoureuses qui ne se contentent pas de rechercher à peu de frais une « neutralité axiologique » douteuse. C'est le prix à payer, si l'on ne veut pas se laisser prendre dans des conjonctures politico-idéologiques qui s'ignorent en tant que telles et dans des contraintes intellectuelles liées à la pesanteur des rapports sociaux. Cela signifie que le sociologue, s'il refuse de se laisser imposer subrepticement des théorisations acritiques, produites à partir des armatures intellectuelles dominantes, se doit de s'interroger sur le mode de production des connaissances sociologiques et, bien sûr, sur les rapports sociaux dans lesquels s'insère la cognition sociologique. Il ne suffit pas, pour cela, d'objectiver le travail du sociologue, de se poser des questions sur son implication dans la construction de son objet et sur les modalités de construction l'objet, comme le dit « l'école de Bourdieu ». Il faut aller beaucoup plus loin et saisir le travail sociologique comme composante de la division intellectuelle du travail, le saisir aussi dans ses conditions de réception sociale (réussite ou insuccès en fonction de la réaction des institutions). Le sociologue, par ailleurs, doit passer au crible les moyens de production qu'il utilise, détecter les méconnaissances, les censures qui peuvent être leur fait dans certains contextes. Les opérations sociales de connaissance ne peuvent jamais être innocentes, elles sont d'une certaine façon des prises de parti et il est nécessaire d'élucider les conditions d'une présence oppositionnelle et critique dans un champ très institutionnalisé.

La sociologie, si elle se veut critique, ne peut donc être routinière. Elle doit travailler dans le déséquilibre, en se convainquant qu'elle ne pourra jamais être

totale et reconnue, quel que soit son sérieux. En revanche, elle doit se soucier sans cesse de revenir sur la production sociologique non critique pour éclairer ce qu'elle occulte dans son travail même de mise au jour des phénomènes sociaux. Il lui faut en particulier montrer ses tendances au dédoublement, ses passages incessants d'une sociologie terre à terre qui en reste à des objets de recherche et de terrains limités à une sociologie des crises que traversent les sociétés contemporaines, donc une sociologie des problèmes d'ensemble. Bien qu'intéressante, cette dernière sociologie a tendance à traiter plus des symptômes que des origines des phénomènes de crise. Ulrich Beck et Antony Giddens, par exemple, analysent les sociétés actuelles comme des « sociétés à risques » et se proposent de développer pour les comprendre une sociologie de la modernisation réflexive ou de « la deuxième modernité ». Une telle sociologie est essentiellement une sociologie des troubles qui affectent maintenant les sociétés marquées jusqu'alors par l'industrialisation et une progression technologique apparemment non problématique. À l'heure actuelle, les effets pervers, non prévus, de la connaissance économique ainsi que les dégâts du progrès technique se multiplient en effet et deviennent des problèmes majeurs, sinon les plus importants. Ils prennent, en tout cas, le pas sur des conflits de classe classiques qui, certes, ne disparaissent pas, mais se déplacent (des revenus vers l'emploi et la formation) et surtout tendent à ne plus servir d'indicateurs pour les voies à suivre. La réflexivité doit porter moins sur l'organisation de la production sociale que sur le contrôle *a posteriori* de ses effets et sur les procédures (expertises, débats démocratiques) à mettre en œuvre à cet effet.

Il devrait aller de soi qu'une réflexivité ainsi conçue ne peut mener très loin, puisqu'elle ne se donne pas vraiment la peine de rechercher les origines profondes des risques aujourd'hui à l'œuvre. Dans les écrits d'Ulrich Beck on voit bien apparaître le thème de la mondialisation (*Globalisierung*) comme une des sources de risques. Toutefois, dans la mesure où la mondialisation est essentiellement perçue comme une deuxième modernisation liée à de nouvelles percées technologiques et non à une forte dynamique sociale, la sociologie se fait sociologie de la prévision (improbable) et de l'attente (toujours surprise). Dans son champ de vision, elle n'arrive pas véritablement à inscrire l'économie et sa dynamique. Le plus souvent, l'économie est réduite à des relations entre des agents, caractérisés, moins par leurs places dans des systèmes de relations, que par des fonctions exercées, en première approximation, dans la production et la circulation. Plus d'un siècle après la mort de Marx, il n'y a pas dans la sociologie de théorisation des grands dispositifs ou agencements abstraits de l'économie (le marché, l'argent, le capital, etc.).

Dans les textes de sociologie économique, ils sont ramenés à des mécanismes techniques ou fonctionnels, ce qui occulte leurs déterminations sociales, notamment leur dépendance par rapport au mouvement universel de la valorisation (subordination des activités humaines à la valeur économique, une valeur économique détachée de ses substrats humains et sociaux). Les sociologues n'arrivent pas à saisir que les agencements et dispositifs de la valorisation se sont cristallisés en abstractions sociales au-dessus des pratiques en imposant à ces dernières des cadres préétablis sans cesse reproduits par ces pratiques elles-mêmes.

En ce sens, rien ne vient justifier une vue totalement constructiviste des pratiques ou des créations culturelles, même si on tempère ce constructivisme (la construction du social à partir des actions et interactions) par une théorisation des champs et des habitus, comme c'est le cas chez Pierre Bourdieu. En fait, pour bien comprendre le social et l'action, il vaut mieux partir de l'idée que les agencements et dispositifs abstraits de la valorisation sont des automatismes sociaux, des rapports sociaux autonomisés par rapport à leurs supports, qui organisent leur propre reproduction en se présentant comme « une seconde nature », c'est-à-dire comme une réalité indépassable. La consommation de la force de travail par le capital disparaît en tant que rapport social, elle n'est plus que l'exercice d'une activité rémunérée dans de plus ou moins bonnes conditions. La monnaie n'est plus qu'un pur moyen d'exprimer les mouvements des prix et non un rapport où s'entremêlent du social, du symbolique, des relations entre les individus (relations d'appréciation/dépréciation), des évaluations et des jugements sur ce qui est socialement acceptable – c'est-à-dire acceptable pour la valorisation. Le marché n'est qu'un instrument de coordination des actions, pure confrontation de l'offre et de la demande et, par là, sanction positive ou négative des activités. Il ne peut donc être confrontation inégalitaire et asymétrique entre capital et travail ainsi qu'affrontement entre des stratégies d'accumulation à partir de positions hétérogènes.

Cette superposition d'un ordre abstrait des choses sociales aux rapports entre groupes et individus favorise un double jeu permanent dans l'analyse des pratiques sociales et individuelles. *Tantôt* on insiste sur les limites des actions humaines, sur leur incapacité à se totaliser les unes avec les autres, et les unes par rapport aux autres. Friedrich A. von Hayek ne craint pas de dire¹ que seuls des ordres (économiques et sociaux) nés spontanément et mûris par ajustements successifs sont vraiment dignes d'être défendus. C'est par rapport à eux que doivent être établies les règles de juste conduite, c'est-à-dire

des règles qui ne prétendent pas construire un ordre fabriqué à partir de dessein humains. Les objectifs politiques eux-mêmes ne peuvent pas dépasser un bien commun qui est le maintien ou l'adaptation à des circonstances renouvelées de l'ordre abstrait, et cela sous peine de catastrophes. *Tantôt* on vante l'autonomie des acteurs, leurs capacités à organiser des dramaturgies sociales, à surmonter les obstacles et à s'emparer des nouvelles technologies pour en faire des instruments d'émancipation. Ce qui est frappant dans ces postures théoriques, c'est qu'elles prennent pour point de départ un individu abstrait, isolé ou replié sur lui-même dans l'action, individuelle ou collective. À ce niveau, on serait tenté de reprendre la critique que faisait Alfred Schütz à la notion webérienne de « sens subjectivement visé² », en tant qu'elle ne tient pas compte de l'impossibilité de faire sens subjectivement sans tenir compte des relations intersubjectives qui permettent aux individus de se constituer eux-mêmes. On ne peut produire du sens subjectivement que si l'on vise aussi les autres produisant du sens subjectivement. Il faut ajouter à cela que le sens ne peut se développer que sur la toile de fond de schémas d'interprétation de la réalité et de schémas d'action supra-individuels qui utilisent une véritable institution sociale, le langage.

Une théorisation critique en sociologie ne peut pas ne pas prendre en charge cet ancrage des pratiques dans un univers social symbolique préconstitué et dans des schémas récurrents de comportements. La construction sociale de la réalité ne part pas de nulle part et elle ne peut se faire sans de nombreuses interférences du symbolique cristallisé dans les dispositifs et agencements abstraits du capital. Les pratiques peuvent changer, se transformer et par là même modifier des situations, elles restent dépendantes du système et de la culture de la valorisation, pour une très large part. Il n'y a pas de rapports aux autres et au monde matériel qui ne soient médiatisés par des relations d'appréciation/dépréciation. Il y a peu de pratiques qui ne soient des pratiques d'évaluation et donc ne traduisent la présence fétichiste de l'argent, du marché, dans les individus et les relations intersubjectives. Cela n'est pas sans avoir des incidences sur la sociabilité qui doit sans cesse être conquise sur des facteurs de dissociation. Les liens sociaux sont forcément fragiles, soumis qu'ils sont aux aléas de la valorisation et il n'est pas étonnant que les individus puissent souvent se projeter, eux et leur vie, dans le dédoublement médiatique du monde et de la société (télévision notamment).

Les individus ne sont effectivement pas de plain-pied avec leurs rapports sociaux, pas plus qu'ils ne sont de plain-pied avec eux-mêmes. La société qu'ils construisent dans leurs pratiques est une société à la fois aveuglante et

opaque. Aveuglante, parce qu'elle masque les origines sociales de sa lourde objectivité (les médiations qui donnent naissance au capital, à l'argent, au marché) et qu'elle se donne pour naturelle et indépassable. Opaque, parce qu'elle ne permet pas aux individus et aux groupes sociaux de saisir les tenants et aboutissants de ce qu'ils font et de ce que l'on leur fait faire. La société de la fantasmagorie marchande est une société de l'éblouissement et du spectacle, mais aussi une société où le hasard, la chance ou la malchance font trop souvent office de principes d'explication. Cette naturalité évidente et équivoque à la fois est à son comble lorsque la société se donne pour une société de l'individualisme et de la liberté. Chaque individu est censé utiliser rationnellement ses capacités et virtualités et obtenir une position dans les rapports sociaux en fonction de son mérite et de ses efforts. En même temps, on fait volontiers référence à des inégalités naturelles dues aux hasards des naissances et des héritages génétiques, qui laissent peu de place à l'égalité des chances. Tout cela est bien fait pour occulter les réalités de l'individuation dans la société actuelle; individuation qui est présentée comme relevant d'une normalité intemporelle.

Ce qui est notamment occulté, c'est que la production d'individualités dans le cadre capitaliste est différentielle. Il y a, d'un côté, les individus qui peuvent s'appuyer sur les activités et les efforts des autres pour se faire valoir et affirmer leur pouvoir et qui ont un accès privilégié aux ressources de l'individuation (conditions d'éducation, formation, instruments de culture, etc.). Ils peuvent s'attribuer les forces de ceux que les rapports économiques et les rapports de pouvoir mettent à leur service et simultanément se prévaloir de leur réussite sociale comme étant de leur seul fait. D'un autre côté, il y a les individus qui doivent trouver la voie de l'individuation dans la dépendance, en disposant de ressources limitées et de peu de moyens d'affirmation dans la lutte pour la valorisation. Pour eux, la concurrence sur les marchés du travail comporte des conséquences négatives (recherches d'emploi, chômage, baisse des revenus, etc.) en de nombreuses occasions et surtout les oblige à conditionner leur propre vie comme force de travail vendable en permanence. En haut ou en bas de la société, les individus sont donc en relations d'affrontement; le haut pour ne pas tomber de ses positions privilégiées, la bas pour ne pas subir trop de pressions d'en haut, et tout le monde dans la peur ou la méfiance des autres, dans la hantise de la dépréciation sociale. Les individus ont de plus en plus de connexions entre eux et avec le monde, mais leurs communications dominées par les échanges de valeur sont pauvres, et ils sont à mille lieues de ces individualités multilatérales que permettraient la prodigieuse progression des échanges sociaux.

Il n'y a, certes, pas de vie sociale sans de multiples formes de coopération et d'association, mais, de façon caractéristique pour les rapports sociaux capitalistes, la coopération est toujours accompagnée de dissociation, la jonction des efforts est toujours conjointe à la disjonction des pratiques. Paradigmatique, de ce point de vue, est l'évolution des rapports de travail au cours des dernières décennies. Sous le signe de la flexibilisation, leur caractère social est en permanence nié. Le rôle des conventions collectives est en constant recul et, malgré des relations d'interdépendance de plus en plus accentuées dans la production (bien au-delà de l'entreprise), les politiques managériales cherchent à individualiser toujours davantage les situations de travail. Une très forte pression s'exerce sur les salariés pour qu'ils s'impliquent au maximum dans ce qu'ils font. Ils doivent faire preuve d'initiative alors que des contraintes sans cesse plus lourdes pèsent sur eux (l'adaptation au marché pénètre dans les rapports de travail). Le salarié doit se fuir lui-même et essayer d'échapper à l'hétéroconditionnement en se conditionnant lui-même et en poursuivant la chimère d'une liberté qui lui file entre les mains. L'activité du travail ne le socialise qu'en renforçant son isolement et en faisant peser constamment sur lui la menace de l'expulsion de la production. En fait, elle le confronte à une socialité incertaine, à un espace social où il doit être toujours prêt à se déplacer pour ne pas perdre pied et à une temporalité heurtée qui ne lui donne pas la possibilité de stabiliser ses propres rythmes vitaux. Pour tous ceux qui sont exploités et dominés, la socialité comme environnement spatio-temporel, comme terrain pour les pratiques est quelque chose de sourdement hostile qui, sous les couleurs de la normalité, distille l'angoisse ou une sorte de morne engourdissement.

Cette socialité n'est donc pas un habitat confortable, elle l'est d'autant moins que la politique ne garantit pas, dans les circonstances présentes, de véritable participation collective aux défavorisés de la valorisation. Dès les débuts de la société capitaliste, la politique a été marquée par des limitations « économistes » en reconnaissant l'autonomie ou l'autosuffisance de l'économie et surtout la dynamique de la valorisation. Toutefois, à travers les phénomènes de la représentation et de la citoyenneté, les échanges politiques pouvaient avoir des incidences sur le fonctionnement de l'État national, notamment grâce au jeu des partis politiques de masse. Beaucoup pouvaient penser que l'État serait toujours plus amené à intervenir sur les rapports sociaux (surtout les rapports de production), alors que l'intervention étatique, même à l'époque dite « keynésienne », n'a jamais été qu'une intervention à l'intérieur des rapports sociaux, en respectant leur logique. Après plusieurs années de mondialisation et de flexibilisation internationale du travail, ces illusions ne peuvent

plus avoir cours. La politique aujourd'hui est une peau de chagrin qui rétrécit non seulement sous les coups des marchés financiers, mais aussi en raison des déplacements des lieux de pouvoir vers des organismes supranationaux, vers des groupes d'experts. Par ailleurs, elle relève de plus en plus d'un marketing politique qui biaise les enjeux et les débats en les réduisant à des confrontations entre « personnalités ». L'État national ne disparaît pas pour autant, il devient un État national cosmopolite qui cherche surtout à insérer et à équilibrer la société nationale dans les échanges internationaux. Dans ce cadre, la politique nationale devient un jeu en trompe-l'œil où les orientations débattues ou proposées n'ont plus qu'un lointain rapport avec les pratiques gouvernementales effectives (voir, par exemple, « la fracture sociale » de Jacques Chirac).

Il ne peut plus exister de communauté politique, de « *Sittlichkeit* » au sens hégélien du terme, dans un tel contexte, et les crises identitaires accompagnées de resserrements ethnocentristes apparaissent inévitables. Quand on désespère de la participation politique, que l'on perd confiance dans les institutions, on se tient à l'écart, à plus ou moins de distance, de la vie politique et l'on se raccroche à des communautés restreintes, parées de qualités qu'elles ne peuvent guère avoir. Cela ne supprime pas pour autant les sentiments d'isolement, les impressions de vivre dans l'insécurité et d'être environné d'ennemis potentiels. Les individus ne peuvent pas ne pas se sentir agressés par la vie qu'on leur fait mener et deviennent en conséquence eux-mêmes agressifs envers l'autre, envers les autres qui leur semblent être des étrangers. L'étrangeté étant la chose du monde la mieux partagée, la violence est omniprésente dans les rapports sociaux. Il y a, bien sûr, la violence des institutions, pour contenir ceux qui sont atteints par la précarité et la relégation sociale et rassurer les couches sociales frappées par des sentiments plus ou moins diffus d'insécurité. Il y a la violence désespérée d'une partie de ceux que Luc Boltanski et Ève Chapiello³ appellent les « immobiles », c'est-à-dire ceux qui, pour différentes raisons (âge, sexe, formation, santé), n'ont pas la mobilité nécessaire pour s'adapter aux transformations des rapports de travail. La violence pénètre le quotidien, elle s'instille dans les relations individuelles (notamment entre les sexes et les générations). Même si la montée aux extrêmes (massacres ethniques, crimes contre l'humanité, tortures) n'est pas généralisée, la violence ordinaire constitue un obstacle formidable sur la voie de la transformation sociale.

La violence est d'autant plus prégnante que le changement social lui-même est violence, tempête soufflant sur la société. Il a l'irrésistibilité, la normalité que lui donnent les changements technologiques, eux-mêmes considérés comme

naturels, bien qu'ils soient liés aux mouvements de la valorisation. À l'ère de la technoscience, où la production de connaissances applicables et appliquées est d'importance stratégique pour la production de valeurs, les effets déstabilisateurs du changement sont passés par profits et pertes ou tout simplement ignorés. En aucun cas, il ne peut y avoir, dans ces circonstances, de modernisation réflexive (ou encore la deuxième modernisation). Le changement social, pour remplir son office, doit rester sans tête, c'est-à-dire incontrôlé. C'est pourquoi il faut se dire qu'à terme la survie de l'humanité est en jeu en raison des forces destructrices qui s'accumulent un peu partout. Le progrès technique et le changement deviennent de plus en plus facteurs d'opacité, de fermeture des hommes sur eux-mêmes. Les visions du social et des problèmes sociaux se font de plus en plus technicistes et économistes, elles sont de plus en plus étroites au point de faire des hommes de purs mécanismes d'adaptation (l'homme concret se réduisant à l'acheteur de marchandises). Pour réagir contre cette évolution, la sociologie critique doit se faire sociologie du changement, et cela dans un double sens. D'abord, elle doit démystifier l'irrésistibilité du changement social capitaliste, en montrant qu'il trouve son origine dans la valorisation, dans les rapports de travail qu'elle façonne et dans la monétarisation des relations sociales qu'elle entraîne. Il lui faudra, en particulier, démontrer les mécanismes de méconnaissance en action dans les productions cognitives sur la société et pour cela éclairer le *modus operandi* des rapports sociaux de connaissance (les fétichismes à l'œuvre). La sociologie critique se doit, en second lieu, d'analyser les possibilités de changement social maîtrisé à partir des résistances à la valorisation qui se font jour dans les individus et les groupes sociaux.

Mais il ne faut pas se méprendre. Ce ne sont pas les mécontentements, les malaises, les déviances qui doivent être directement pris en compte, ce sont bien plutôt les aspirations à d'autres relations de pouvoir dans les rapports sociaux, à d'autres relations à l'objectivité sociale, à la libération des échanges symboliques par rapport au carcan de la valorisation. Il faut, grâce à cela, ouvrir la perspective de nouveaux liens sociaux, de nouvelles connexions entre les individus permettant une individualité multilatérale selon les termes de Marx. Cela suppose, bien entendu, des relations pacifiées, où la violence cesse de fonctionner comme étouffoir, comme obstacle à la création de nouvelles institutions et à l'apparition de nouvelles formes de politisation. La violence qui doit être combattue est multiforme, elle est la violence anonyme des grandes objectivations sociales atomisées, des appareils et des institutions, elle est la violence des opprimés contre eux-mêmes. La lutte contre elle doit donc être aussi multiforme et ne peut s'épuiser dans des condamnations

morales. Elle doit se donner pour objectif la majoration de la puissance collective du plus grand nombre (la *potentia*) contre les systèmes de pouvoir bureaucratés (*potestas*).

La sociologie critique appréhendée de cette façon ne cherche pas à être plus scientifique que les autres sociologies. Contre elles, mais en prenant au sérieux les matériaux qu'elles produisent, elle entend faire la démonstration qu'il y a pas de normalité sociale et qu'il n'y a pas de solution purement théorique et méthodologique à la crise permanente de l'explication en sociologie. La marche en avant n'est possible que si la sociologie devient explicitement sociologie de la société capitaliste et fait sa jonction avec une critique de l'économie politique enfin renouvelée.

1 Voir Friedrich A. von Hayek, *Droit, législation, liberté* (1^{re} éd. : 1976), trad. fr., Paris, PUF, 1982.

2 Voir, en français, Alfred Schütz, *Le Chercheur et le quotidien* (choix de textes), Paris, Méridiens Klincksieck, 1987.

3 Dans Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Les sociologies constructivistes en question

Bernard Lahire

Sociologue, École normale supérieure Lettres et Sciences humaines, Lyon

Les limbes du constructivisme

Comment une métaphore sociologique (« la construction sociale de la réalité sociale »)

a-t-elle pu devenir le refuge de tous les lieux communs hyperrelativistes, anti-réalistes, antirationalistes, antiobjectivistes, a-critiques, idéalistes et souvent antiscientifiques ? Depuis la fin des années 1960, de nombreux travaux sociologiques francophones et anglo-saxons filent allègrement la métaphore de la « construction sociale de la réalité » pour aborder l'étude du monde social. Utile lorsqu'elle participe de la dénaturalisation et de la déséternisation de certains faits sociaux (le marché économique, les rapports de domination, les idéologies...) en rappelant leur genèse et leurs possibles transformations historiques, celle-ci devient néanmoins embarrassante dès lors qu'elle se convertit en un tic de langage non interrogé.

Lorsque la métaphore suggestive devient métastase encombrante, c'est à un travail critique que le sociologue doit s'atteler s'il ne veut pas se laisser guider par de mauvaises habitudes de langage et des associations automatiques d'idées très contestables. Je dégagerai dans mon propos cinq lieux communs qui me semblent les plus fréquemment attachés aujourd'hui à ce « constructivisme sociologique ».

Lieu commun n° 1 :

La construction sociale n'est qu'une construction symbolique et/ou subjective

Dire que la réalité sociale est un « construit social et historique » ne devrait pas conduire à lui ôter une once de « réalité ». Le glissement est parfois rapide qui va de la « construction » à la « fabrication » (au sens où l'on parle d'une histoire « fabriquée de toutes pièces », artificiellement, arbitrairement...) et de la « fabrication » (*a priori* autant matérielle que symbolique) à la « fabrication symbolique » ou « subjective ». Tout se réduirait, du même coup, en matière de réalité sociale, à de pures croyances ou à de pures représentations : c'est un monde social sans bâtiments, sans meubles, sans machines, sans outils, sans textes, sans institutions, sans statuts durables, etc., dont on nous brosse alors le portrait et dont la réalité est assez improbable.